

Gros plan

MAI 68 ET NOUS

Mai 68, plus qu'une date, un symbole. Un anniversaire avec son lot de souvenirs plus ou moins trafiqués, de bilans, parfois escamotés, ses rétrospectives en boucle à la télé. Au final, de quoi parle-t-on ? Un mouvement lycéen et étudiant anti-autoritaire qui fit vaciller le Général en personne. Une grande grève ouvrière aussi, la plus importante du XX^e siècle, avec de nombreux acquis à la clef. Tous les secteurs de la société furent affectés. Le sport également, forcément, à une époque où, pourtant, personne ne le prend vraiment au sérieux. Les locaux de la FFF sont occupés.

Dossier coordonné par Nicolas Ksis

Le monde enseignant s'interroge sur son travail pédagogique, et donc les profs d'EPS se retrouvent sur la brèche. Dans les usines les conquêtes sociales et le temps libre reposent la question de l'accès de tous au sport, sous quelles conditions, avec quels outils. La vie sportive normale a été suspendue pendant que le pays s'était mis en mode pause et respirait de grandes bouffées d'air frais. Et de fait, il n'y aura jamais de retour à la normale. Y compris sur les terrains où émerge le foot à 7. Non plus dans la conception du sport de l'enfant qui se triture à Sète, dans les stages Maurice Baquet. Pas plus que dans la façon de penser le fonctionnement démocratique de l'organisation. Alors que nous fêtons les 100 ans du sport ouvrier, il était donc impossible pour la FSGT de ne pas s'arrêter sur cet épisode magique du feuilleton des années 1960, tant le long parcours du sport populaire s'est fondu dans le fleuve tumultueux de l'histoire de France. Parfois en le remontant à contre-courant, mais toujours au cœur des événements et des aspirations à un sport émancipateur. ■ NK



MAI 68
ET LE
SPORT
POPULAIRE

Les illustrations de ce dossier sont des détournements d'affiches créées en mai 1968 au sein de l'École des beaux-arts et de l'Atelier populaire. Pour chaque détournement, l'original est présenté renversé. (Source : Michel Wlassikoff, L'affiche en héritage, Éditions alternatives - lire p.22).

1936-1968 la FSGT et le mouvement social UN COUP DE JEUNE !

Le sport ouvrier n'est pas seulement né d'une volonté partisane. Il est également le fruit d'une intuition, certes lente à émerger parmi les partis et les syndicats, mais cruciale pour l'avenir : le sport ne pouvait être disjoint des grands combats sociaux. Cette conviction va également s'appuyer sur la progressive construction de la jeunesse comme acteur culture et politique. Autant de facteurs qui expliquent pourquoi le sport populaire, et la FSGT en particulier, furent toujours si sensibles au mouvement social, y compris dans ses composantes les plus éloignées à priori des formes traditionnelles de mobilisation du mouvement ouvrier... comme lors des événements de mai 68.

Par Nicolas Ksis
nicolas.ksis@fsgt.org

(1) L. Jouhaux, «Huit heures de loisirs qu'en ferons-nous ?», Floréal, numéro programme, août 1919, p. 6.

Le monde sportif s'est d'abord élaboré autour du dogme de l'apolitisme. Une façade commode qui cachait des positions profondément conservatrices de ses promoteurs. De la sorte en 1897 le fondateur du Racing-Club de Paris, Georges de Saint-Clair, défendait l'utilité d'occuper sportivement les jeunes travailleurs plutôt que de les laisser «*au cabaret pour s'occuper de politique et fomenter des grèves*». On comprend mieux ainsi la ferme opposition de *l'Auto* à la loi du repos hebdomadaire en 1906, adoptée pourtant en partie sous la pression de l'armée et de l'église catholique .

Les militants de la Fédération sportive athlétique socialiste (FSAS) avaient ainsi l'intime conviction, en dépit des réticences de certains courants du mouvement ouvrier, que le sport pouvait malgré tout contribuer à sensibiliser les ouvriers à la cause du «*progrès social*», bref devenir une aspiration au service d'une revendication. Le contexte de départ s'avérait peu favorable, surtout au regard des conditions de vie de la classe ouvrière, comme le rappelle encore en 1919 Léon Jouhaux, secrétaire de la CGT : «*À l'ouvrier exténué par sa tâche quotidienne qui rentrait las de son labeur dans un logis déplaisant, il était difficile de demander de*

parfaire son instruction, [...]. Quant à lui demander de faire du sport, c'eût été une amère dérision n'est-il pas vrai ?» (1) Les thèmes mobilisateurs développés par le mouvement ouvrier, surtout syndical, poussèrent néanmoins les dirigeants et les militants à prendre en compte les loisirs des salariés. La journée de huit heures, revendication centrale de l'«*espérance de mai*» (selon la belle expression d'Albert Thomas), ou bien la semaine anglaise («*le repos de l'après-midi du samedi*») soulevèrent, même hypothétiquement, le problème de l'encadrement du temps libre. Les sportifs socialistes s'en parèrent fréquemment pour illustrer l'utilité d'un sport ouvrier autonome, comme un des fronts de la conscientisation de la classe ouvrière : «*si les ouvriers français aimaient le sport comme leurs camarades anglais, leur ardeur de revendication dans la lutte pour la semaine anglaise serait décuplée*», pouvait-on lire dans *l'Humanité* en 1913.

LE SPORT AU CŒUR DES SITES INDUSTRIELS

Ces certitudes se concrétisèrent en 1936. Si le Front populaire s'avéra une victoire électorale, ses réformes ne furent possibles que par un mouve-

ment de grève massif et original (avec notamment les occupations pacifiques d'usines), qui en cassant la routine introduit le sport au cœur même des sites industriels, non plus selon le bon vouloir et usage des patrons, mais au service des envies des travailleurs. Les raisons de l'explosion des effectifs sportifs qui se produisit alors, en particulier à la FSGT, sont in fine à rechercher dans cet événement social majeur : «*l'explosion sociale du Front populaire*» (G. Lefranc).

Une vie sportive, d'instigation ouvrière, grandit donc avec le mouvement revendicatif. Les grévistes s'adonnent à divers sports ou organisent des rencontres avec les clubs travaillistes voisins, comme à Courbevoie où l'équipe de basket de l'usine Hispano-Suiza rencontra celle de la FSGT. Les comités d'occupation établirent des structures (commission «loisirs», etc.) afin d'encadrer ce foisonnement, et qui de fait se révèlent moins éphémères que leurs objectifs premiers le laissaient envisager et se transformèrent souvent en clubs corpo FSGT.

Le socle législatif qui prolongea le succès de la grève compta aussi pour beaucoup. L'augmentation des rémunération (de 7% à 15 %) facilita assurément l'entrée des ouvriers, aux plus bas salaires surtout, dans les associations sportives. La baisse du coût réel de la pratique (cotisation, équipement sportif, etc.) (2) est un facteur non négligeable, bien que mésestimé, dans le processus de démocratisation du sport.

Mais la principale avancée réside dans la réduction notable du temps de travail. La loi dite des

40 heures – loi complémentaire avec les congés payés – en instituant la semaine anglaise ou des «deux dimanches» (qui libère le samedi ou le lundi) a d'immenses conséquences sur le plan sportif. Par exemple, en triplant d'une certaine façon le nombre de stades utilisables, puisqu'il est désormais possible «*d'échelonner sur trois jours l'activité sportive*» (3). En attendant les efforts du sous secrétariat de Léo Lagrange, elle résoud partiellement un problème épineux. Surtout cette avancée modifiait en profondeur l'agencement de la vie sociale. Avec la généralisation des congés, s'impose, aussi bien dans la société qu'au sein du monde ouvrier, le sentiment que désormais vivre ne se limitait plus à gagner sa vie, qu'il était non seulement possible mais souhaitable de s'accomplir individuellement, y compris dans son repos, qui ne se résumait plus seulement à une récupération du labeur. 1936 constitua aussi une révolution des mœurs au service de l'individu.

LA FSGT Y PUISA SON DYNAMISME

1968. De nouveau les grèves. Les occupations d'usines. La FSGT et ses clubs s'engagent en soutien. Par capillarité en ce qui concerne les associations locales ou d'entreprise (soutien aux grévistes, mise en place d'activités, etc.). Par militantisme pour ceux qui s'investissent à la charnière de l'EPS et du sport. Par choix pour la Fédération qui participe au processus de redéfinition des objectifs de l'éducation populaire qui donne par exemple naissance au Comité pour les relations nationales et internationales des associations de la jeunesse et de l'éducation populaire (Cnajep). Mais, en parallèle, se produit une innovation fondamentale : la Jeunesse s'invite à la table des grandes instances de la vie politique ès qualité. Le foisonnement culturel, social, idéologique, qui ne peut se résumer à quelques groupuscules gauchistes, même s'ils y jouèrent un rôle certain, bouscule le rapport à l'autorité, aux institutions, à la famille, à la place de l'individu. La France sort enfin du «long dix-neuvième siècle» selon l'expression de l'historien Alain Corbin. Le sport subit ce double choc, lentement mais sûrement. La montée en puissance du foot à 7 ou encore la problématique du fonctionnement démocratique, qui agita la FSGT par la suite, résultent directement de «cette révolution sans armes», tout comme la réflexion pédagogique autour du sport de l'enfant.

Le mouvement social est pluriel, et que ce soit par perméabilité militante ou par prise de conscience volontaire, la FSGT y puisa régulièrement son dynamisme. ■

(2) Le salaire d'un ouvrier tourneur, autour de 1650 francs, pouvait en effet être amputé jusqu'à hauteur de 70% par le seul poste alimentaire. Les foyers ouvriers consacraient 1% de leur revenu à la culture et aux loisirs.

(3) L'informateur sportif, 13 février 1937.



mai-juin 1968

L'EPS ET LE SPORT EN EFFERVESCENCE

Mai 68 a eu peu de répercussions immédiates dans le mouvement sportif caractérisé par son «apolitisme». Néanmoins, par ses effets touchant l'ensemble de la vie sociale, il aura des conséquences sur l'évolution des activités physiques et sportives de la décennie suivante.

Par René Moustard (enseignant d'EPS et dirigeant de la FSGT en mai 1968)

Dans les domaines de l'EPS, du sport, et de l'éducation populaire, les événements exceptionnels de mai 1968 constituent une phase d'effervescence, de réflexion et

d'élaboration de propositions. À l'ombre et en relation avec ce qui se passe dans le mouvement social et les grèves, les éducateurs et militants vont intervenir, à leur manière et poser le problème de l'importance du sport éducatif de masse pour le progrès de l'ensemble de la société.

Ainsi, dès avril 68, le Comité National d'Education Physique qui regroupe les fédérations multisports et la fédération de gymnastique volontaire (FFEPVV), publia un texte sous le titre : «*Les jeunes Français ont besoin d'éducation physique. C'est un droit, il faut l'exiger.*» Le 20 mai 68, à l'Ireps (Institut régional pour la formation des enseignants d'EPS) de Paris, les professeurs et élèves réunis ensemble, «*s'accordent à reconnaître que les problèmes propres à l'éducation physique ne sont pas séparables du puissant mouvement de contestation qui anime actuellement l'Université et les différents secteurs d'activité.*» Deux jours plus tard, les délégués des étudiants en EPS se rassemblent à Paris, malgré les difficultés de transport et élaborent une plateforme de revendications.


De son côté, le champ du sport n'est pas épargné par la contagion revendicative. Le 29 mai 1968, le Comité national des sports (qui rassemble les fédérations sportives) publie un communiqué qui propose, entre autre, l'élaboration d'une réforme du sport français et la priorité au sport éducatif de masse. Une grève se déroule également à l'Institut national des sports en juin 68, avec des

discussions visant à définir la vocation de l'INS, pour qu'il devienne un centre d'enseignement, de recherche, et de diffusion dans tous les domaines.

LA RÉALISATION DU DROIT AU SPORT POUR TOUS

Pour la FSGT, la période de mai-juin 68 coïncide avec la célébration du 60^e anniversaire du sport travailliste. Un programme de grandes manifestations sportives internationales dut être annulé et certaines initiatives reportées en novembre. Les épreuves fédérales de fin de saison, par spécialité sportive, ont été aussi, pour l'essentiel, reportées. Toutefois, la FSGT, par ses relations avec le monde du travail et son activité dans le milieu sportif, s'est largement mobilisée. Ses clubs mettent en place des actions de solidarité envers les grévistes (collectes d'argent, manifestations sportives dans certaines usines en grève et dans des localités). La fédération participe aux discussions au sein du Comité national des sports. Ses militants sont présents dans les débats organisés pour les étudiants d'EPS.

Le 28 mars 1968 déjà, le Comité national de la FSGT adopte une résolution qui fera date et référence: «*Le CN (...) estime que le sport français est à la veille d'une crise profonde. Celle-ci trouve*



EDUCATION

son origine dans la rupture entre le sport et les autres activités éducatives et culturelles. Amputé de sa dimension humaniste, privé des moyens indispensables, faiblement organisé à l'école et dans les entreprises, le sport n'est toujours pas sorti du cadre d'une pratique sélective limitée à une fraction restreinte de la population. La FSGT estime qu'une place radicalement nouvelle doit être faite à l'organisation d'un sport éducatif de masse.» Cette position anticipe la montée des aspirations qui exploseront à l'occasion de mai 68.

Le 18 mai 68, le Comité national de la FSGT, «considère les luttes des étudiants, enseignants, et travailleurs comme très importantes ; de leur succès dépendent les conditions favorables à la réalisation du droit au sport pour tous.» Le 7 juin, il publie un communiqué en vue des élections législatives du 23 juin, dans lequel il rappelle «la nécessité d'un effort très important en faveur du développement d'un sport éducatif de masse et de haut niveau, seul moyen de surmonter la crise qui marque le sport français.»

Dans la foulée, en juillet 1968, le stage Maurice Baquet organisé à Sète va démontrer cette montée en puissance des aspirations à des changements dans la société et dans les pratiques pédagogiques (181 participants durant le mois de juillet soit 50% de plus qu'en 1967).

PRIORITÉ SUR LES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Enfin, la FSGT a participé aux réunions organisées en avril 1968 au Fiap aboutissant à la mise au point de la déclaration adoptée le 17 mai 1968 par 67 organisations de jeunesse et d'éducation populaire. Ce texte fondateur de la création du Cnajep (Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire) propose notamment «au gouvernement les mesures suivantes : • Nécessité d'une éducation globale et permanente qui entraîne la reconnaissance du domaine de l'éducation populaire. • Les organisations appellent à la création d'un conseil national de la jeunesse à vocation interministérielle. • Des conventions pluriannuelles entre les organisations et l'Etat doivent permettre d'assurer les missions de service publics. • La reconnaissance de la dignité de la fonction d'animateur. • Le droit pour les animateurs au détachement temporaire. • L'action des pouvoirs publics doit avoir priorité sur les activités commerciales.»

Mai 68, dans les domaines de l'EPS et du sport, a enclenché une dynamique de luttes revendicatives qui vont converger vers l'organisation en mai 1970 des «Assises nationales de l'éducation physique, du sport et des activités de pleine nature». Préparées

à partir d'assises locales qui ont réuni 30 000 participants, ce rassemblement national a lancé le mot d'ordre du doublement du budget spécifique de l'Etat. Ces revendications formulées en mai 1970 reprennent celles ébauchées en mai-juin 68. Les années 1970-80 vont être l'occasion de nombreuses actions, jusqu'à des manifestations comme celle de juin 1972 devant le ministère Jeunesse et Sports, rassemblant 10 000 participants.

Mai 68 s'achève avec les élections législatives le 23 juin, remportées par la majorité gaulliste. Néanmoins, le bilan des acquis sociaux est considérable : augmentation substantielles des salaires, limitation de la durée du travail, reconnaissance de l'activité syndicale à l'entreprise etc.

L'année 1968 et les suivantes révèlent, au-delà de l'ampleur du mouvement de contestation, les obstacles qui s'opposent aux changements, en profondeur, dans les domaines économiques et sociaux. Ces années sont aussi celles d'un chamboulement des mœurs et des modes de vie accordant une place plus importante à l'individu.

PROLONGER LE MOUVEMENT DE REVENDICATION

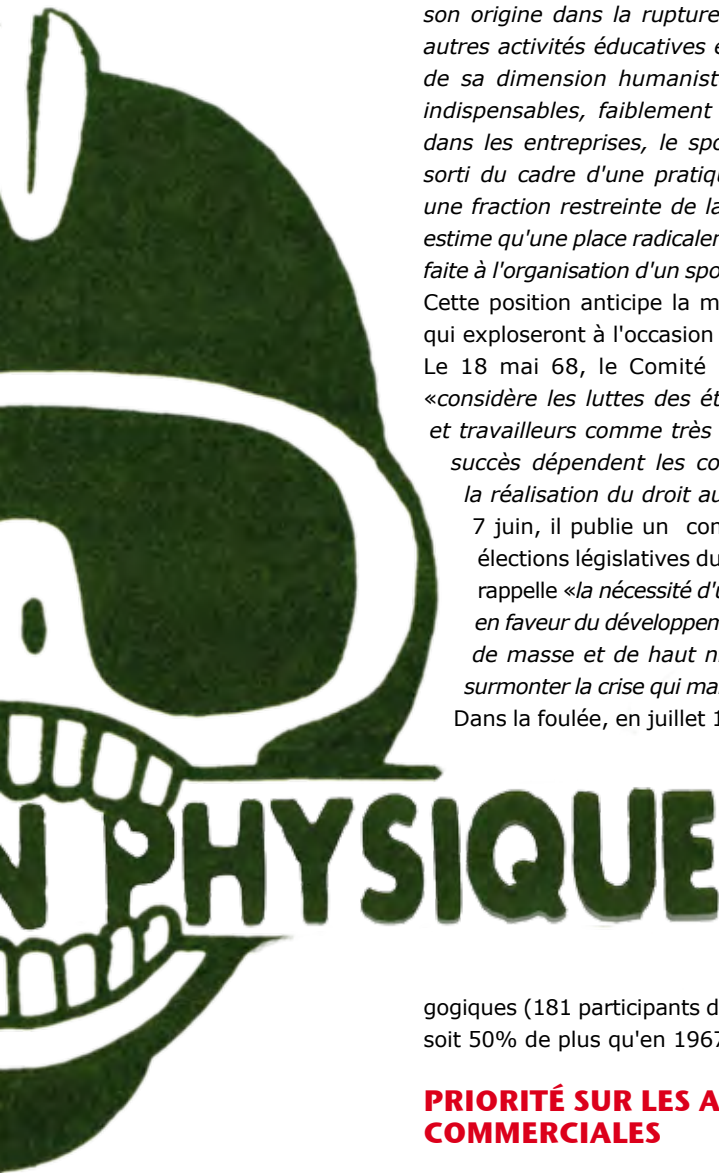
Mai 68 reste donc dans les mémoires comme l'un de ces moments inédits, porteurs de besoins de changements permettant des avancées sociales, pour se poser au final la question plus large de l'émancipation.

Pour l'EPS aussi se réalisent des résultats importants : créations de postes, réduction des maxima de service des maîtres, augmentation des indices. Des engagements ont été pris pour consulter les représentants des personnels. Mai 68 est pour le domaine des APS un moment charnière, à la fois continuité des aspirations déjà exprimées avant et nouvelle impulsion. Les années qui suivent vont prolonger le mouvement de revendication.

Les transformations dans la société (développement du temps libre, scolarisation prolongée, élévation du niveau de vie, avec des inégalités) poussent à sortir des limites du domaine sportif institutionnel et sélectif et à faire de la pratique des APS, à travers des formes multiples, un élément du mode de vie.

L'essor du «sport pour tous», aux côtés du sport compétitif sélectif, caractérise cette période. La proportion de la population qui pratique des activités physiques avec un minimum d'intensité passe de 24% à 37% au cours des années 1970. Le besoin d'EPS à l'école s'exprime massivement. Les changements en profondeur révélés par mai 68 sont les racines de cette montée des besoins pour la pratique.

Mais le marché s'en préoccupe de plus en plus et cela va modifier le cours de l'évolution. Dix ans après Mai 68, une autre époque commence pour le sport, celle où l'argent va devenir la finalité principale en se substituant aux finalités éducatives. ■



héritage mai 1968

DES PIQUETS DE GREVE AUX STADES DE FOOT



Par Sabine Ferry (*)

Si le foot à sept, produit «pur sang» de la FSGT, est bien connu des adhérents de la fédération et des lecteurs de *Sport et plein air*, qui sait comment il est né et de quel esprit il en est l'héritier ? Quelques-uns, à Aubervilliers (93), s'en souviennent. Rencontre avec celui que l'on pourrait qualifier d'inventeur du foot à sept, Jo Dauchy.

(*) Cet article est également publié sous une forme plus courte dans la NVO (l'hebdomadaire de la CGT) du 2 mai 2008.

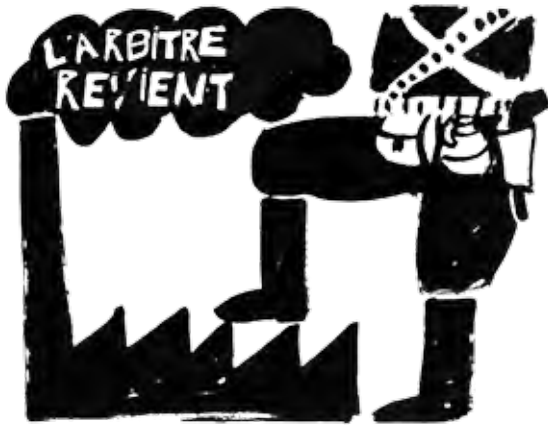
Foot à 7 autoarbitré, héritier de mai 68 ? C'est un jour de printemps, dans un petit restau populaire d'Aubervilliers que Jo Dauchy choisit de raconter son histoire.

1968, Jo est responsable du Club municipal de la ville (CMA) et occupe des responsabilités au sein du service des sports. Et en mai, «comme tout le monde», il est en grève. Il fait parfois la tournée des piquets de grève et s'aperçoit vite que certains s'occupent activement pendant que d'autres s'ennuient franchement, voire, sont quelque peu portés sur la bouteille. Grand passionné de sports en tout genre, il lui vient alors l'idée d'organiser des matchs de foot pour les entreprises en grève. SGF, Corblin, la Carboxique, Griset, les postiers... avec l'aide précieuse des délégués CGT de ces boîtes implantées dans la ville – qui pourtant au départ, sont sceptiques, pensant que les gars ont d'autres préoccupations que de taper le ballon – des équipes de foot à onze se forment, très vite.

**UNE ÉPOQUE OÙ
« SI TU N'ÉTAIS PAS CHAMPION,
TU NE JOUAIS PAS »**

Les matchs ont lieu dans la journée, au stade municipal – grâce à la bonne volonté et l'implication des communaux qui, détenteurs des clefs du stade, acceptent, bien qu'en grève, d'ouvrir les grilles. «S'il y avait toujours un ou deux sportifs par équipe, tous les autres n'avaient jamais pratiqué de sport. C'était une époque où si tu n'étais pas champion, tu ne jouais pas. C'était une époque où l'on ne voyait personne faire du jogging dans les parcs et ces hommes, pour la plupart ouvriers, ne s'étaient jamais imaginés avoir un jour accès au terrain de foot. D'ailleurs, ils n'y avaient jamais joué.» L'engouement était énorme. Mais, l'organisation ne pouvait qu'être éphémère, les matchs inter entreprises avaient été organisés pour durer... le temps des grèves. Et, lorsque celles-ci s'arrêtent, l'idée germe, chez les dirigeants du CMA de pour-





suivre. «*Ce que nous avons pu faire sur un court terme, nous proposons de l'envisager sur la saison sportive.*»

À nouveau, une collaboration se fait avec la CGT – qui aura eu un rôle prépondérant dans l'impulsion de ces initiatives – à la Bourse du travail et l'organisation d'un «critérium» de foot à onze est décidée. Il aura lieu en juin 1969, avec la participation des entreprises et des maisons

de jeunes d'Aubervilliers. Deuxième grand succès. Avant la compétition, aux entraînements, le soir, après le boulot, les hommes répondaient toujours présents et venaient, de plus en plus nombreux. «*C'était incroyable. Les faire se rencontrer, les faire jouer, qu'ils partagent, ensemble des moments privilégiés transformaient leur ordinaire. Jamais, en tant que dirigeant de club, je n'avais perçu aussi vite les cotisations, alors qu'en général, c'est un peu la croix et la bannière pour les recevoir.*» De nouvelles équipes se créent, celle des enseignants, celle d'une entreprise de peinture, ou d'une imprimerie, l'équipe des bouchers et celle des salons de coiffure. Et s'est alors posé un problème : il fallait faire jouer tout le monde, en laisser le moins possible sur le banc de touche.

Jo se fait alors la réflexion : «*Les enfants jouent depuis toujours au foot dans une cour, partout où cela est possible, avec leurs règles spécifiques. Au fond, les matchs que nous organisons étaient copiés sur ce qui se faisait au plus haut niveau.*» Il propose de prendre le terrain dans le sens de la largeur, de le couper en deux afin d'organiser deux matchs en même temps, en simplifiant les règles, notamment en instaurant l'autoarbitrage,

en donnant la responsabilité de l'arbitrage aux capitaines de chaque équipe. En cas de contestation, ils se consultent et décident. L'idée aura ainsi permis la programmation de 3x2 matchs par soir et de donner la possibilité au plus grand nombre de participer.

« LE FOOT À 7 A CONTRIBUÉ À CONSTRUIRE UNE CONCEPTION DU SPORT POUR TOUS »

«*J'ai beaucoup apprécié la phrase de René Moustard, militant à la Fsgt et à mon sens, grand penseur du sport : «le sport pour le plus grand nombre et le plus haut niveau possible pour chacun». Je pense que le foot à sept aura contribué à construire une conception du sport pour tous. A ne pas opposer forcément sport d'élite et sport de masse, mais à adapter des règlements selon les niveaux. Avant mai 68, la plupart des hommes estimaient que le sport n'était pas pour eux, ouvriers. C'était un luxe. La conception du sport pour tous, pour s'amuser, simplement, et ne pas forcément copier l'élite, n'existait pas.*» Après la tournée des piquets de grève, puis la tournée des entreprises d'Aubervilliers, Jo a eu la même démarche, avec les clubs des villes avoisinantes, mais cette fois, en leur proposant des matchs de foot à sept. «*Nous nous ouvrons à une nouvelle dimension.*»

Et c'est un succès. Aujourd'hui, le foot à 7 autoarbitré en Seine-Saint-Denis, ce sont 788 joueurs, 80 équipes organisées dans 46 clubs ou associations. Mais (signe des temps ?), seuls 10 sont issus du monde du travail (entreprise, communaux...). Et si on se refaisait un petit mai 2008... balle au pied, poing levé. ■

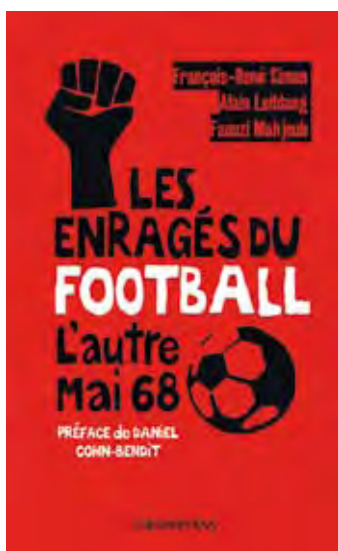
Le «football aux footballeurs»

Dans un ouvrage consacré aux remous qui secouèrent le petit monde du football autour de mai 68 les auteurs évoquent l'occupation du siège la FFF par une soixantaine de gars qui rêvent de rendre le «football aux footballeurs», essentiellement des journalistes du Miroir du football appuyés par quelques footballeurs amateurs. Et la FSGT n'est pas très loin :

«La propagation de l'information par la radio s'avérera efficace, attirant avenue d'Iéna (ndr: le siège de la FFF) un nombre conséquents de représentants des clubs de la région parisienne et provoquant de multiples manifestations de solidarité depuis la province. (...) Mais surtout des joueurs viennent se rendre compte. C'est pour eux l'occasion de visiter ce palais de l'Élysée du football français, leur palais. Ils viennent d'Aubervilliers, de Malakoff, de Mantes, de Pontoise, ils jouent au CA Joinville, au Racing, au Red Star, ou dans les équipes corpos d'entreprise ou d'usine, les PTT Brune (du boulevard Brune), Saunier-Duval, la Snecma, les Polymusclés, et leurs vedettes de cinéma et de la télévision, certains disputent le championnat professionnel comme André Mérelle (l'actuel directeur de l'institut national de football de Clairefontaine) et Michel Oriot (tous deux du Red Star), d'autres championnats amateurs du samedi matin, du samedi après-midi, du dimanche, matin et après-midi, du lundi, ils dépendent de la FFF ou encore de la Fédération Sportive et gymnique du travail (FSGT), bref c'est à travers les soixante-trois personnes qui ont

fait, qui on pu faire, le déplacement, que l'ensemble des pratiquants du football sont représentés.»

Alain Leblang, François-René Simon et Faouzi Mahjoub «Les enragés du football», Paris, Calmann-Levy



témoignages et souvenirs "QUELQUE CHOSE D'IMPORTANT"

Mai 68 ne fut pas qu'une aventure collective. Ce fut également une accumulation d'expériences individuelles, qui ont laissé plus ou moins de trace dans le parcours de chacun et de chacune. De nombreux militants de la FSGT y prirent part, que ce soit au titre de leurs statut (étudiants, enseignants, etc.), de leur activités professionnelles, de leur engagement politique ou syndical, ou de leur simple sensibilité à l'air du temps. Quelques témoignages sont ici rassemblés. Ils illustrent l'immersion des acteurs du sport populaire dans la vie sociale et politique, notamment lors des grands moments qui ponctuent l'histoire du pays.

Propos recueillis par Nicolas Kssis

Serge Clovis est alors un jeune footballeurs à Arts et Sports de Drancy

«J'ai 23 ans. Je travaillais auparavant aux usines Bendix, mais en mai 68, je venais tout juste de rentrer à la Sécurité Sociale, dans un centre du 11^e arrondissement à Paris. J'ai donc commencé en fanfare avec une grève et une occupation. Je me suis aussi rendu avec certains copains du centre à toutes les manifestations étudiantes le soir, des gars comme Dehme ou un autre qui s'appelaient Fillon, des militants trotskistes ou autre. Je donne leur nom, des fois qu'ils tombent sur cet article. J'ai aussi participé aux marches sur les usines comme Flin etc. avec la CGT. Les forces de l'ordre ne m'ont jamais attrapé. J'avais eu l'expérience aux Antilles des affrontement avec la police, quand je militais dans le mouvement révolutionnaire martiniquais. Ensuite, dans l'équipe on a jamais abordé la période de façon rationnelle, on a plutôt échangé nos impressions. On savait tous cependant que mai 68 avait été quelque chose d'important.»

Roland Maupome est alors un des responsables du CS PTT et militant CGT à son centre de tri PTT

«On a arrêté par la force des choses l'activité du club pendant le mouvement. Pour ma part, j'étais dans le comité de grève. Brune était le plus gros centre

de Paris, toute la presse y avait ses cedex par exemple. Naturellement, de nombreux copains du club FSGT étaient présents dans la grève, mais davantage comme salarié ou comme syndicaliste que pour le club en lui-même. Cela fonctionnait davantage sur le mode de la capillarité, de l'immersion. Il y avait aussi des petits matchs épars, mais les gars n'avaient pas besoin de nous pour les organiser à ce moment précis.»

Annick Davisse est prof de gym dans un établissement professionnel à Vitry

«Je pris part à toutes les manifestations. Avec d'autres collègues, on s'est occupé de mettre les collègues en grève. Il y avait également une grosse mobilisation locale avec les entreprises. J'ai même été gardé les locaux du Snes dans la crainte d'une attaque de je ne sais plus qui, Occident (groupe d'extrême droite) ou compagnie. Dans l'immédiat, Mai 68 n'a pas eu d'impact sur mon activité de prof de gym. C'est vrai, que je me suis rendue à Sète pour les stages Maurice Baquet, mais le processus était déjà enclenché dans ma tête et avec ce type d'initiative. En effet, quelque chose était présent dans l'air du temps. Notamment sur la question de la mixité dans l'éducation, en tout cas depuis au moins 1965 pour les plus progressistes. J'avais demandé d'ailleurs une mutation pour un collège mixte, alors que mon établissement professionnel était exclusivement féminin. Je me sentais plutôt dans la peau d'une actrice politique que pédagogique à l'époque, contre le pouvoir gaulliste comme on disait alors.

Je ne ressens pas mai 68 de façon euphorique. Pour moi, c'est le début des défaites de la classe ouvrière en tant que force de proposition politique.» ■

